



Groupe URD

Kenya : Sécheresse dans le nord



La sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique de 2016 à 2017 a été décrite comme l'une des crises humanitaires les plus dévastatrices du monde. L'insécurité alimentaire a touché environ 2,6 millions de personnes dans les terres arides et semi-arides (ASAL) du nord du Kenya, dont un demi-million en situation d'urgence. Contrairement aux précédentes crises liées à une sécheresse, la réponse n'a pas été menée par des acteurs humanitaires internationaux, mais par des institutions nationales et locales, notamment la National Drought Management Authority (NDMA). En novembre 2016, le gouvernement a alloué 19 millions de dollars à la lutte contre la sécheresse, chiffre qui a atteint les 72 millions de dollars en mars 2017, dans des

secteurs comme l'alimentation et les filets de sécurité, l'eau, l'élevage, l'agriculture, la santé et la nutrition, l'éducation, la paix et la sécurité, l'environnement et la coordination. Treize gouvernements locaux ont également joué un rôle crucial en soutenant des activités comme le transport de l'eau, la réhabilitation de points d'eau et d'infrastructures hydrauliques, et la fourniture des secours. Au plus fort de la sécheresse, plusieurs comtés ont réorganisé leurs budgets pour réaffecter des fonds et donner la priorité aux interventions d'urgence. Entre-temps, les acteurs internationaux ont conçu des programmes de mieux en mieux adaptés pour compléter et soutenir les initiatives du gouvernement et de la société civile.

Des transferts monétaires ont été largement mis en œuvre lors de la réponse au moyen de programmes nationaux de protection sociale et de filets de sécurité. Le Hunger Safety Net Programme (HSNP) fournit ainsi des transferts électroniques réguliers sans conditions de 50 \$ à 100 000 personnes pauvres et vulnérables vivant dans les comtés arides du nord de Mandera, Marsabit, Turkana et Wajir. Ce programme comprend également un mécanisme de mise à l'échelle de l'urgence pour étendre la couverture à d'autres ménages afin de les protéger contre les effets de crises et de chocs, comme la sécheresse et les inondations. Comme l'a dit une personne interrogée à Turkana :

L'argent a moins de complications logistiques. Vous n'avez qu'à aller chercher l'argent, vous n'avez pas à vous préoccuper de la manière dont vous allez transporter la nourriture, comme il fallait le faire avec le maïs auparavant, et ce qui est bien, c'est que vous pouvez l'utiliser pour différents besoins. Vous pouvez l'utiliser pour la santé, vous pouvez l'utiliser pour l'éducation, en fonction de vos besoins précis à ce moment-là.

Même si certains partenaires de mise en œuvre ont jugé insuffisants les montants distribués dans le cadre du HSNP et ont organisé leurs propres transferts monétaires, le registre des ménages harmonisé du programme - en place depuis 2013 - a néanmoins été crucial pour une réponse rapide. Bien qu'il soit en partie obsolète, les organisations ont estimé que ce registre était encore utile pour identifier les ménages les



Contrairement à la sécheresse de 2011 qui avait suscité une réaction publique sous la forme de l'initiative "Kenyans for Kenya", il semble que le grand public ait peu été sensibilisé à cette crise.

plus affectés si l'information était vérifiée par recoupement avec les communautés.

La réponse s'est également heurtée à toute une série d'obstacles, notamment la pénurie de personnel qualifié, le manque de transparence, la faiblesse des infrastructures, les distances géographiques à parcourir et l'insécurité des régions du nord du Kenya. Les conflits autour du bétail se sont intensifiés et il est devenu beaucoup plus difficile d'accéder à Marsabit, Wajir et Turkana en raison de l'augmentation des combats entre pasteurs et des attaques d'Al-Shabaab. L'atmosphère politique du pays a également influencé la réponse, avec des élections nationales et locales en août 2017 et une élection présidentielle reportée en octobre 2017. L'attention s'est concentrée sur les sondages et peu de débats et de discussions concertés ont eu lieu sur une question qui touche un nombre important de Kenyans vivant dans le nord aride.

Contrairement à la sécheresse de 2011 qui avait suscité une réaction publique sous la forme de l'initiative "Kenyans for Kenya", il semble que le grand public ait peu été sensibilisé à cette crise.

Comme l'a dit un agent des Nations unies :

« L'accent est mis sur les élections. C'est donc maintenant un défi. Si ce n'était pas une année électorale, les médias parleraient peut-être de la sécheresse, mais ils ne parlent que d'élections. »

De manière plus générale, le rôle positif du gouvernement dans la conduite de la réponse et l'apport d'un soutien grâce aux programmes nationaux existants ne peut compenser des années de sous-investissement dans les zones pastorales du Kenya. Le changement climatique est peut-être à l'origine de la fréquence en hausse des épisodes de sécheresse, mais la pauvreté, le sous-développement et un passé de négligence et d'iniquité sont aussi à blâmer pour leurs impacts.

• CHARLOTTE HEWARD,
GROUPE URD

Cette synthèse s'appuie sur une étude de cas réalisée par le Groupe URD pour le SOHS 2018. L'étude de cas complète est disponible en ligne : sohs.alnap.org